

Committee on the Application of Standards

CAN/PV.11/Madagascar-
C.87

Commission de l'application des normes

09.06.23

Comisión de Aplicación de Normas

111th Session, 2023

111^e session, Genève, 2023

111.^a reunión, Ginebra, 2023

Madagascar (ratification: 1960)

Freedom of Association and Protection of the Right to Organise Convention, 1948 (No. 87)
Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948
Convenio sobre la libertad sindical y la protección del derecho de sindicación, 1948
(n° 87)

Discussion par la commission

Chairperson – The third case we will discuss today in our agenda is Madagascar on the application of the Freedom of Association and Protection of the Right to Organise Convention, 1948 (No. 87). For this case we have 13 speakers registered, that means that there will be speaking time as foreseen, and it will not be reduced.

Représentante gouvernementale – Concernant les observations de 2022 de la commission d'experts, le gouvernement les a toutes notées et nous allons apporter quelques explications par rapport à ces observations qui concernent la convention n° 87, qui a été ratifiée par Madagascar en 1960.

Concernant les observations de l'Alliance Randrana Sendikaly – qui allègue l'arrestation et la condamnation à une peine d'emprisonnement de douze mois pour un de leurs membres du syndicat Syndicalisme et Vie des Sociétés –, le gouvernement tient à apporter les précisions suivantes.

La société qui a employé le délégué syndical a porté plainte pour détournement de finalité et atteinte à la considération ou à l'intimité de la vie privée. Ce cas n'est pas passé au niveau du ministère du Travail, mais l'entreprise a tout de suite déposé plainte au niveau du tribunal pénal de Madagascar, et une décision de justice a été rendue à l'issue du procès, pour ces accusations de détournement de finalité ainsi que d'atteinte à la considération ou à l'intimité de la vie privée. Le ministère du Travail ne pouvait pas s'ingérer dans cette décision du tribunal pénal de Madagascar.

Nous tenons quand même à faire remarquer que, durant les enquêtes que nous avons effectuées à la suite de cette interpellation de la commission, le délégué syndical avait posté sur Facebook une publication publique, et non adressée aux seuls membres du syndicat, sur des informations issues d'une réunion que l'entreprise avait eue avec des délégués du personnel et délégués syndicaux. Voilà concernant la première observation de la commission d'experts.

Concernant le Syndicat autonome des inspecteurs du travail, les inspecteurs du travail, avec leur syndicat, se sont entretenus avec le gouvernement. Le gouvernement a doté les bureaux des inspections du travail de quatre véhicules pour qu'ils puissent effectuer leur mission. Nous sommes en phase de doter les inspections du travail de six véhicules

supplémentaires et, depuis trois ans, neuf bâtiments pour les inspections du travail ont été construits pour permettre aux inspecteurs du travail d'exercer leur métier.

Le gouvernement s'est aussi engagé à payer l'équivalent de 100 euros, à peu près, par inspecteur du travail, pour déjà avancer dans l'amélioration du salaire des inspecteurs du travail et de leurs conditions de travail. Cette allocation n'a pas encore été payée jusqu'à maintenant, mais on espère que l'on pourra bientôt payer aux inspecteurs du travail l'équivalent de cette somme.

Concernant la troisième observation relative à la Confédération chrétienne des syndicats malgaches (SEKRIMA), le gouvernement a fait beaucoup d'efforts pour que les syndicats puissent actuellement exercer leurs droits.

S'agissant de la représentativité: en ce qui concerne l'article 3 sur la représentativité des organisations de travailleurs, nous sommes en phase de préparer l'arrêté sur la représentativité. Cet arrêté est en cours de publication et va sûrement être publié dans le courant de ce mois de juin 2023. Nous avons déjà eu une réunion avec tous les syndicats qui exercent à Madagascar, la semaine dernière, et nous attendons donc la publication de cet arrêté sur la représentativité.

Concernant le secteur maritime, notamment les travailleurs régis par le Code maritime, il est à noter que Madagascar vient de ratifier la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006). Le Président de la République viendra la semaine prochaine pour déposer le document de ratification de cette convention adopté la semaine dernière par l'Assemblée nationale et le Sénat.

Concernant la dernière observation de la commission d'experts sur le droit des organisations de travailleurs d'organiser leurs activités et de formuler leur programme, nous tenons à informer la commission que le gouvernement et les partenaires sociaux sont actuellement engagés dans la refonte du Code du travail. Ce code a nécessité plusieurs consultations. Cela fait maintenant plus de deux ans que nous avons consulté et travaillé avec le Conseil national du travail pour assurer la refonte du code qui a été présentée au niveau du gouvernement. On attend donc l'approbation du gouvernement pour que le texte soit présenté devant l'Assemblée nationale et le Sénat.

Voilà donc déjà les premières remarques et observations du gouvernement de Madagascar concernant ces observations faites par la commission d'experts en 2022.

Membres travailleurs – Nous discutons du cas de Madagascar aujourd'hui pour mettre la lumière sur une situation extrêmement inquiétante. D'ailleurs, je tiens à indiquer que le groupe des travailleurs regrette que la discussion se fasse en l'absence d'un délégué des travailleurs.

En dépit des observations précédentes que la commission d'experts a adressées au gouvernement, celui-ci n'y a toujours pas donné suite. C'est le cas pour les remarques concernant les plaintes du Syndicat autonome des inspecteurs du travail qui font état de violation du droit des syndicats à organiser leurs activités.

Nous notons que le gouvernement ne donne toujours pas de précision sur la manière dont il garantit le droit des syndicats d'organiser leur gestion et leurs activités. Certes, il allègue que sa législation assure une protection de la liberté syndicale. Il nous semble néanmoins que la conformité à la convention doit être en droit, mais aussi en pratique. Eu égard aux plaintes et difficultés que nous continuons de relever, nous devons constater que c'est loin d'être le cas. C'est notamment le cas du droit des marins de constituer des syndicats et d'y adhérer.

Je mentionnerai aussi la situation concernant les élections des délégués du personnel. Les dispositions légales permettant de les organiser existent mais elles sont dépourvues d'effet. Le gouvernement indiquait aux experts que «certains facteurs» en empêchent l'organisation. Plus grave encore, les organisations syndicales et plus précisément la Confédération générale des syndicats des travailleurs de Madagascar (FISEMA) a été confrontée à des décisions du ministère du Travail qui a modifié unilatéralement les noms de ses représentants dans une série d'organismes. Cette attitude témoigne d'un profond mépris pour l'indépendance et l'autonomie des organisations syndicales que le gouvernement prétend pourtant défendre.

Évoquons également l'existence d'une procédure d'arbitrage obligatoire qui permet de mettre fin à un conflit collectif. Nous notons avec étonnement l'explication que donne le gouvernement et qui est reprise dans le rapport de la commission d'experts. Il se contente d'indiquer que les litiges et les grèves mettent en difficulté la société, les travailleurs et l'économie. Il ne semble pas s'apercevoir que les litiges et différends sont inhérents au fonctionnement des sociétés. Il ne semble pas non plus s'apercevoir que mettre fin à ces litiges de manière arbitraire est la meilleure manière de les alimenter et de les faire rejaillir de manière encore plus vive.

Permettez-moi maintenant d'en venir à ce qui représente à nos yeux le coup le plus brutal que le gouvernement ait asséné à la liberté syndicale dans son pays. Le 28 août 2022, le syndicaliste Sento Chang a été condamné à douze mois de prison. Pour quel crime? Qu'a-t-il fait pour mériter une telle sanction? Il a été accusé d'avoir violé la confidentialité d'une réunion et participé à l'agitation des travailleurs. Concrètement, Sento Chang a informé ses collègues de travail via les réseaux sociaux de diverses questions syndicales qui ont été discutées avec la direction. Il s'agissait notamment des élections syndicales, de la nécessité pour le Comité de l'alimentation de faire part de ses préoccupations concernant la mauvaise qualité de la nourriture à la suite de rapports faisant état d'aliments périmés, de la formation des travailleurs sur le rôle de l'inspection du travail, et du fait que l'employeur devait approuver et non refuser les droits des travailleurs aux vacances, aux jours de congé et aux congés de maladie, qui sont protégés par le droit du travail.

Nous ne demandons pas au ministère du Travail de s'interposer dans la procédure pénale, mais de veiller, en tant que gouvernement, à ce que les activités syndicales ne soient pas incriminées. Quoi que vous pensiez des revendications des travailleurs, que vous les considériez comme acceptables ou pas, la décence implique de défendre le droit de Sento Chang à exercer sa liberté syndicale. Il est inacceptable que quelqu'un se retrouve en prison pour des accusations fallacieuses qui n'ont pour objectif que de bafouer l'exercice d'un droit fondamental.

Employer members – By way of background, Madagascar ratified the Convention in 1960 as we have heard. While there have never been discussions of the implementation of this Convention by Madagascar in the Committee, no less than 18 observations in this regard have been issued by the Committee of Experts since 1991.

At the political level since gaining independence from France in 1960, Madagascar has experienced repeated bouts of political instability including coups, violent unrest and disputed elections. The most recent coup in 2009 led to five years of political deadlock, international condemnation and economic sanctions. After a decade of political turbulence, a new present took office in January 2019.

At the economic level, after experiencing one of the worst recessions in its history, due to the COVID-19 pandemic, Madagascar's economy recovered slowly in 2021 and 2022. The

country's fragility was aggravated by multiple climate shocks as well as by the inflationary pressures linked to the aggression in Ukraine.

Coming to the heart of the discussion in this Committee, the Committee of Experts identified in essence four main issues: alleged anti-union acts in the maritime sector; the right to form and join trade unions for seafarers; issues related to the representativeness of worker's organizations; and issues related to compulsory arbitration and the requisitioning of striking workers.

On the first of these issues, the Employer members would like to recall that the Committee of Experts previously urged the Government to ensure that an independent enquiry that was conducted into anti-union acts in the maritime sector was concluded as soon as possible. In its 2022 observation, the Committee of Experts noted that the Government had only provided a brief reference to the abovementioned enquiry, while it mentioned that the Ministry of Transport and Meteorology was organizing a meeting with the General Maritime Union of Madagascar, to address the conflict between the union and enterprise in the Maritime sector. In this regard, the Employer members would like to request the Government to clarify whether the meeting with the union has taken place and if so, to provide detailed information on its outcome as well as on the outcome of any meeting concerning allegations of anti-union acts in the maritime sector.

On the second issue, we take note that according to the Government's indications, fundamental rights and freedoms of seafarers were taken into account in the preparation of the draft Maritime Code. Here, the Employer members would like to know from the Government, if the Maritime Code has been adopted in the meantime and if so, whether it contains specific provisions providing for the right of seafarers to form and join trade unions. We further request the Government to transmit a copy of the Maritime Code if it has been adopted.

On the third issue, the Employer members take note of the Government's indication that it is left to the workers to organize the elections for staff representatives and to forward the results to the Ministry of Labour and social legislation. We request the Government to provide more specific information on the kind of factors that have prevented the holding of elections for staff representatives since 2015 and whether these factors have been overcome in the meantime.

We further note the allegations of the General Federation of Workers Unions of Madagascar (FISEMA), according to which when appointing workers' representatives to the boards of directors and management committees of three institutions in the area of social security and health, the Ministry of Labour unilaterally changed the names of the representatives who were to sit on the boards and committees. We request the Government to provide its comments on the union's allegations.

As regards the fourth and last issue, which concerns comments by the Committee of Experts on the provisions of the Labour Code, providing for compulsory arbitration and the requisitioning of striking workers in the event of disruption of public order, the Employers wish to point out that this relates to the right to strike and therefore, falls outside the scope of the Convention. The Employer members will therefore not comment on this point and in line with current practice, it will not be covered in the conclusions of the case. This concludes our intervention on Madagascar and we look forward to hearing the views of the other participants.

Government member, Sweden – I speak on behalf of the **EU and its Member States**. The candidate countries **Albania, Bosnia and Herzegovina, North Macedonia, Republic of Moldova, Montenegro**, the EFTA country **Norway**, member of the European Economic Area, align themselves with this statement. The EU and its Member States are committed to the promotion, protection, respect and fulfilment of human rights, including labour rights, the right to organize, and freedom of association. We actively promote the universal ratification and implementation of fundamental international labour standards, including Convention No. 87. We support the ILO in its indispensable role to develop, promote and supervise the effective implementation of ratified international labour standards and of fundamental Conventions in particular.

The EU and its partners in eastern and southern Africa, among them Madagascar, are currently negotiating to deepen the existing Economic Partnership Agreement. Given the positive results generated by the current agreement, the partners have declared their readiness to move beyond trade in goods, towards a more comprehensive agreement. It is our expectation that the Government will urgently bring its law and practice into accordance with the Convention, before the deepened Economic Partnership Agreement is ratified and implemented. The EU remains open to a genuine dialogue based on mutual respect on these and other topics of interest.

We are deeply concerned by a number of challenges to the human rights situation in Madagascar, which involves a further worsening of labour rights, including by the allegation of imprisonment of a trade union leader for engaging in trade union activities. We echo the request of the Committee of Experts to the Government of Madagascar to provide its comment on this very serious allegation and to take all necessary measures to ensure that Workers and Employers may exercise freely the right to organize. Additionally, we note that the Government has yet not responded to the 2021 observations of the Autonomous Trade Union of Labour Inspectors (SAIT) alleging the violation of the right of trade unions to organize their activities. We urge the Government to do so without further delay.

In addition, we continue to support the Committee's call urging the Government to conduct an independent inquiry on anti-union acts in the maritime sector. Clarifications are needed on whether the meeting with the Ministry of Transport and the General Maritime Union of Madagascar (SYGMMA) has been concluded, and its eventual outcome. Further clarifications are also needed on the new Maritime Code to be adopted and whether it contains specific provisions providing for the right of seafarers to form and join trade unions.

We observe violations of Article 3 of the Convention and are deeply concerned at the serious allegation of interference by public authorities in the appointment of representatives in boards and committees of social partners' organizations. Workers' and employers' organizations have the right to elect their representatives in full freedom, including the organization of their administrations. The EU and its Member States call upon the Government to supply full information on the allegations and rulings by the Council of State.

We fully share the call of the Committee of Experts in respect of the Government's responsibility to ensure that the rights provided for in the Convention are respected both in law and in practice. Furthermore, we request the Government to provide information on the measures taken to ensure the implementation of the Labour Code and its implementing order. To align national legislation with the provisions of the Convention, we urge the Government to avail itself of ILO technical assistance as soon as possible. The EU and its Member States will continue to monitor the situation closely. We recall the importance of ILO support, including

technical assistance, in facilitating compliance with all ratified ILO Conventions and the promotion of tripartism.

Worker member, Botswana – As workers in Botswana, we align to the freedoms provided by the Convention with full recognition that workers' and employers' organizations shall have the right to draw up their constitutions and rules, to elect their representatives in full freedom, to organize their administration and activities and to formulate their programmes. The enjoyment of these fundamental rights and freedoms is unattainable without ensuring that the public authorities refrain from any interference which would restrict these rights or impede their lawful exercise.

Therefore, we have noted with concern undue failures to register and recognize trade unions in Madagascar with a deliberate intention to avert the enjoyment of the tenets of the Convention by trade unions and by extension the workers in Madagascar. Of course, industrial harmony is put under peril when freedom of association is denied and undermined.

ILO standards dictate that the law of the land shall not be such as to impair, nor shall it be so applied as to impair the guarantees provided for in applicable international standards and we urge the Government to comply in full of the ILO standards.

In 2018 Botswana appeared before this Committee and one of the violations included was failure to recognize trade unions. The country has since engaged federations and the employers' organizations to bring its laws into conformity with the ILO standards because an infringement of fundamental freedoms is a serious indictment in the rights of the workers and indeed in the democratic credentials of any country. We will urge the Government of Madagascar to borrow a leaf from Botswana to practice within the African peer review mechanism.

The Committee of Experts has expressed its concern on this case and has expertly urged the Government to comply with the dictates of the Convention. We fully align ourselves with the call from the Committee and urge the Government to fully comply without any undue delay.

We reiterate our call for the Government to ensure conformity with ILO labour standards to guarantee enjoyment of freedom of association by workers. This should also be done in practice through registration and recognition of affected trade unions.

Worker member, South Africa – It is prudent that the Government of Madagascar understands its ratification of the Convention. We raise this matter given that the Government of Madagascar continues to interfere in the affairs of trade unions. The Government wants to dictate how trade unions must manage their affairs and who should represent them in statutory bodies in the country.

The Committee of Experts noted the submissions by trade unions that in 2019, when appointing worker representatives to the boards of directors and management committees of the National Social Insurance Fund, the Antananarivo Inter-Enterprise Health Organization and the Inter-Enterprise Medical Association of Antananarivo, the Ministry of Labour and Social Legislation unilaterally changed the names of the representatives who were to sit on the boards and committees. FISEMA, one of the trade unions successfully challenged the interference with the Council of State, which issued three rulings in its favour in 2021 and 2022 but the Government remained adamant.

The right of workers to choose their representatives is protected by this Convention and cannot be said to exist if such right is not fully respected in law and in practice and not just as window dressing, but as a fundamental principle.

Trade unions elect or appoint their leaders to a strategic position to enhance the rights of their members. This is in line with the trade unions' Constitution. It is the right of workers to elect and deploy their members into strategic positions based on the unions' needs following their internal processes. The Government should not interfere in such matters. If there are any challenges with the persons appointed, the Government must engage with the unions concerned rather than imposing its own representatives.

In South Africa we have a tripartite structure called Nedlac (National Economic Development and Labour Council). All trade union federations have a seat, and those who sit there are deployed by their respective organizations. Trade union leaders are nominated to serve on boards of parastatals and companies without the Government interfering as to who should serve in which board or company. It is the prerogative of the trade union to elect or nominate a leader to serve in the interest of the said union.

I invite the Government and its social partners to visit the Republic of South Africa and learn how we manage our social dialogue. Our Government does not interfere with trade union appointments in parastatals and other bodies in which we are required to participate.

Miembro trabajadora, España – Tomamos nota del informe de la Comisión de Expertos que solicita al Gobierno de Madagascar que modifique las secciones 220 y 225 del Código Laboral, que establecen que si la mediación fracasa, el conflicto colectivo es remitido por el Ministerio de Trabajo a un proceso de arbitraje y que el laudo arbitral pone fin al conflicto y a la huelga. El artículo 228 del Código del Trabajo prevé la posibilidad de interrumpir a los trabajadores en huelga en caso de alteración del orden público. La Comisión tomó nota con pesar de que la respuesta del Gobierno se limitaba a indicar que los conflictos y las huelgas prolongados causan dificultades a la sociedad, a los trabajadores y a la economía. La respuesta del Gobierno demuestra que no se quiere cumplir el Convenio en lo que respecta al derecho de huelga. El derecho de huelga es el único poder de que disponen los trabajadores y las trabajadoras para defender sus intereses. El Comité de Libertad Sindical declaró que la huelga es un derecho y estableció el principio básico que subyace a este derecho como el principal medio por el que los trabajadores y sus asociaciones pueden promover y defender legítimamente sus intereses económicos y sociales. En Madagascar se está privando unilateralmente de este derecho mediante el arbitraje obligatorio. Esto es contrario al Convenio. Según los principios, el derecho de huelga solo puede restringirse o prohibirse en el caso de funcionarios públicos que ejerzan su autoridad en nombre del Estado, en servicios esenciales en el sentido estricto del término, o en situaciones de crisis nacional aguda. En tales situaciones, los empleados pueden verse obligados a acudir al arbitraje obligatorio. Reiteramos el principio de que el arbitraje debe ser voluntario. Si no hay acuerdo para recurrir al arbitraje, los trabajadores deben ejercer su derecho a la huelga sin interferencias de los empleadores ni del Gobierno. Observamos también que la Constitución de Madagascar prevé el derecho de huelga en el artículo 33. Establece que «el derecho de huelga es un derecho fundamental de los trabajadores» y dispone que «el derecho de huelga se reconoce sin perjuicio de la continuidad del servicio público o de los intereses fundamentales de la nación». Esta es de por sí otra fuente de problemas. Esta redacción es demasiado laxa y debe concretarse.

Observer, Building and Wood Worker's International (BWI) – On behalf of BWI and in solidarity with trade union leader Mr Sento, who was arrested and sentenced to a 12-month

prison term, I make this intervention regarding the application of the Convention by the Government of Madagascar.

Freedom of association is a right – it is not a crime, and yet, trade union leaders are imprisoned for exercising that right. The arrest of Mr Sento is an example of a worrying trend we see worldwide of criminalizing basic trade union activities. Mr Sento merely did his duty as an elected representative by informing his members concerning the results of meetings held with the management of an enterprise in the textile sector.

However, the State used his way of communicating through Facebook as a ground for applying the criminal code of publishing confidential business information, even though he removed the post as soon as he was requested to do so. This is just one of many examples of a growing trend of not dealing with labour disputes in an appropriate dispute settlement but using the criminal law system, to arrest and deter leaders of the trade union movement from performing their duties. We condemn the criminalization of collective bargaining.

Madagascar, as an ILO Member State, is obliged to respect the rights of trade unions in line with the Convention, which provides for the right of trade unions to conduct activities and organize. Hence, we recall the Government's responsibility to ensure that the rights to freedom of association and organizing are provided for and should not only be respected and protected in law, but also in practice.

Observer, IndustriALL Global Union – I am speaking on behalf of IndustriALL Global Union and our affiliates in Madagascar, the Federation of Autonomous Industrial Workers' Union (FESATI), SEKRIMA, the Federation of Trade Unions of Workers in Free Trade and Textile Companies (SEMPIZOF), and Trade Unionism and Life of Societies (SVS), on violations of ILO Convention No. 87, the country's Constitution, and the Labour Code of the country.

In previous years, FESATI had raised the issue of anti-union collusion between employers and the Government of Madagascar. This behaviour was evident when employers refused to recognize a trade union and violated workers' rights.

This time, we call attention to the sentencing of a trade unionist for carrying out his union responsibilities at the workplace, which is protected by international labour standards and the national Labour Code.

Therefore, IndustriALL Global Union joins SVS in calling attention to the unjust imprisonment of trade union representative Sento Chang, who spent nine months at the detention centre in Antananarivo, which as far the global community is concerned is among the worst in the world, over a post on Facebook regarding working conditions at the garment factory where he worked as a machinist.

Sento Chang was subjected to an unfair trial that concluded in a record 48 hours under a hostile judge, who apparently colluded with the company lawyer. Furthermore, an appeal against the judgment was never heard and the judge ignored the fact that the duties of the trade union representative are enshrined in the Madagascar Labour Code. For justice to prevail, we call for a judicial review of the sentence and for his full reinstatement.

The employer and the Government must engage with trade unions instead of violating fundamental rights. It is through constructive dialogue that working conditions and industrial relations can and must be improved, without intimidation and without threat of imprisonment. Even though Sento Chang was released on 30 May, it is important to note that the Government of Madagascar has violated fundamental rights of a trade union representative, and contrary to Conventions Nos 87 and 98, as well as Malagasy law itself. Consequently, it is imperative

that the Government of Madagascar adopts immediate corrective measures to ensure the full respect of fundamental workers and trade union rights, and the fair conduct of the judicial system.

Observateur, Confédération syndicale internationale (CSI) – Les travailleurs malgaches sont confrontés à plusieurs défis dans la jouissance des droits prévus par cette convention. Le rapport de la commission d'experts en dit long sur la situation du pays. Notre collègue Sento, délégué syndical, a été emprisonné pendant douze mois pour avoir exercé son droit à la liberté d'association.

Cette condamnation fait suite à la publication sur Facebook des résultats des réunions de négociation collective tenues avec la société E-Toile SA, Antananarivo dont il est employé. Une partie de sa peine a été réduite par grâce présidentielle, lui laissant neuf mois d'emprisonnement ferme. Les avocats de M. Sento ont déposé une demande de mise en liberté provisoire et une demande d'appel le 6 septembre 2022, en relation avec le verdict prononcé le 31 août 2022, mais à ce jour l'appel n'a pas été entendu jusqu'à sa libération de prison le 30 mai 2023.

Nous nous demandons pourquoi son cas s'est écarté des procédures judiciaires normales dans notre pays où les accusés bénéficient d'une liberté provisoire en attendant l'appel. En outre, l'avocat n'a reçu la notification de sa peine que le 17 avril 2023, M. Sento a en effet subi une détention arbitraire.

Les travailleurs de Madagascar condamnent l'utilisation de droit pénal dans les affaires purement professionnelles et syndicales et en particulier dans les questions de négociation collective. Les représentants des travailleurs ont le droit d'utiliser la technologie pour diffuser des informations à leurs membres et ne devraient pas en être incriminés. Je rappelle que le principe de la liberté d'association protège les représentants des travailleurs contre toute ingérence dans leur communication avec leurs membres, mais ce droit a été violé.

En outre, le gouvernement interfère également dans la nomination des représentants des travailleurs dans les institutions publiques auxquelles nous sommes tenus de participer. En 2019, le ministère du Travail et des lois sociales a unilatéralement changé les noms des représentants qui devaient siéger au Conseil de gestion des fonds sociaux. C'est un acte qui se répète encore. La cour a déclaré l'action du gouvernement illégale. Il s'agissait d'une nouvelle ingérence directe dans le choix des représentants des travailleurs.

Les travailleurs, victimes, n'obtiennent pas de recours adéquats. Le ministère du Travail ne prend pas de mesures rapides pour régler les différends et, dans certains cas, protège les employeurs indécents en autorisant les licenciements des représentants syndicaux et des représentants du personnel.

J'en appelle à cette commission pour qu'elle fournisse une assistance technique à mon pays, afin d'aider le gouvernement à résoudre ces problèmes.

Représentante gouvernementale – Concernant le cas de la FISEMA, qui a été plusieurs fois énoncé tout à l'heure, nous tenons à apporter des précisions concernant les propositions de noms qui devront siéger dans les organismes de prévoyance sociale. Nous tenons à apporter des précisions, car c'est une organisation interne de la FISEMA qui a fait que des noms ont été présentés par certains de leurs membres. Après les différentes décisions de justice qui ont été rendues, de nouvelles nominations ont eu lieu depuis l'année 2022 pour répondre à ces remarques de la commission d'experts.

Nous tenons aussi à faire remarquer que, l'année dernière par exemple, c'est la FISEMA qui a représenté les syndicats des travailleurs lors de la 110^e session de la Conférence. Concernant le cas de M. Sento, nous tenons à apporter des précisions, déjà données par l'Observatrice représentant la CSI: un décret présidentiel de remise de peine a été émis en faveur de M. Sento qui a été libéré le mois dernier. Le gouvernement tient tout de même à préciser qu'il respecte la séparation des pouvoirs ainsi que l'indépendance de la justice. Le gouvernement garantit cette séparation de pouvoirs mais, malgré tout, après plusieurs appels des différents syndicats, le Président a pris ce décret pour cette remise de peine de trois mois.

Nous avons bien reçu toutes les remarques de ceux qui ont pris la parole durant cette commission. Le gouvernement note aussi l'inquiétude de la commission et la prie de noter les efforts qu'il fait, notamment par le biais de la ratification de cette MLC, 2006, pour les travailleurs maritimes ainsi que de la refonte du Code du travail qui a nécessité plusieurs années de consultations à travers le Conseil national du travail, des consultations faites avec les partenaires sociaux, tant les organisations d'employeurs que les organisations et les syndicats de travailleurs. Plusieurs consultations ont eu lieu, notamment des consultations élargies; même les syndicats qui ne sont pas déclarés représentatifs ont été consultés pour cette refonte du Code du travail.

Enfin, le gouvernement se réserve le droit d'apporter beaucoup plus de précisions sur les quelques remarques qui ont été effectuées aujourd'hui et pourra répondre incessamment donc à ces observations. Le gouvernement, pour finir, réaffirme sa demande d'assistance technique pour essayer de contribuer à l'amélioration de l'application de la convention.

Employer members – We would like to stress the importance of compliance with the Convention and the need for the Government to fully align its law and practice with the Convention. In light of the discussions in what we have heard, the Employer members would request the Government to provide: detailed information on the outcome of any meeting concerning allegations of anti-union acts in the maritime sector; information on any developments on the new maritime code; and specific information on the factors that have prevented the holding of elections for staff representatives since 2015.

Membres travailleurs – Nous invitons le gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour s'assurer que le nouveau Code de transport maritime garantit aux marins le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer librement. Les membres travailleurs l'invitent également à organiser au plus vite les élections permettant de désigner les représentants du personnel. Il est par ailleurs essentiel qu'il évite à l'avenir de s'immiscer dans les activités des organisations syndicales, notamment dans les processus de désignation de leurs représentants au sein des différents organismes. En outre, les procédures qui permettent de mettre fin via un arbitrage à un conflit du travail doivent être supprimées.

Le cas de Sento Chang doit faire l'objet d'une analyse minutieuse, de sorte qu'aucun représentant syndical ne voie son activité criminalisée. J'insiste, nous ne demandons pas au ministère du Travail de s'interposer dans la procédure pénale, mais de veiller, en tant que gouvernement, à ce que les activités syndicales ne soient pas incriminées. À cet effet, nous invitons le gouvernement à prendre les mesures nécessaires de telle sorte que les dispositions pénales qui risquent d'entraver l'exercice du droit syndical soient supprimées.

Nous exhortons le gouvernement à accepter d'être guidé par les organes de supervision, notamment par la commission d'experts, pour que sa législation soit en parfaite adéquation en droit et en pratique avec la convention. Dès lors, nous l'invitons à accepter que le Bureau l'assiste via une mission de contact direct.

Il convient d'attirer l'attention du gouvernement sur le fait que nous sommes conscients des enjeux et défis auxquels le pays est confronté. Nous avons à l'esprit les défis, qu'ils soient économiques, sociaux ou encore ceux relatifs aux effets des catastrophes naturelles. Mais nous souhaitons que le gouvernement entende que le mouvement syndical et le respect de son autonomie ne sont pas des obstacles au développement. Bien au contraire. Le pays regorge de ressources naturelles, mais il ne peut en tirer pleinement profit que s'il garantit à ses travailleurs leurs droits et en particulier les plus fondamentaux.

Conclusions de la commission

La commission a pris note des informations orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a noté avec préoccupation les problèmes de longue date liés aux restrictions imposées aux activités syndicales dans le secteur maritime, l'absence d'élections des représentants du personnel depuis 2015 et le recours à l'arbitrage obligatoire.

La commission a exprimé sa profonde préoccupation concernant l'emprisonnement de M. Zotiakobanjina Fanja Marcel Sento et a pris note des informations du gouvernement concernant sa libération par décret présidentiel.

Prenant en compte la discussion du cas, la commission prie instamment le gouvernement de:

- **prendre toutes les mesures nécessaires pour que le nouveau Code maritime garantisse aux gens de mer le droit de constituer librement des organisations de leur choix et de s'y affilier, sans autorisation préalable;**
- **organiser dès que possible des élections pour la désignation des représentants des travailleurs;**
- **s'abstenir d'intervenir dans les activités des organisations de travailleurs et d'employeurs, y compris dans le processus de désignation de leurs représentants dans les différents organes de dialogue social;**
- **veiller à ce que le recours unilatéral à l'arbitrage obligatoire en tant que moyen d'éviter la négociation collective libre et volontaire ne soit utilisé que dans des circonstances très limitées et prendre les mesures nécessaires pour modifier les articles 220, 225 et 228 du Code du travail afin de les mettre en conformité avec la convention;**
- **annuler immédiatement et sans condition la condamnation de M. Zotiakobanjina Fanja Marcel Sento;**
- **s'abstenir d'utiliser le droit pénal pour cibler les syndicalistes;**
- **modifier toutes les dispositions du code pénal qui entravent le droit à la liberté syndicale des travailleurs et des employeurs; et**
- **fournir une copie du Code maritime une fois adopté et des informations détaillées à la commission d'experts avant le 1^{er} septembre 2023 sur l'issue de toute réunion concernant des allégations d'actes antisyndicaux dans le secteur maritime, sur tout fait nouveau concernant l'adoption du Code maritime et sur les facteurs qui ont empêché la tenue, depuis 2015, des élections des représentants du personnel.**

La commission prie le gouvernement de se prévaloir de l'assistance technique du BIT.

Représentante gouvernementale – Le gouvernement malgache note les conclusions de cette commission et l'en remercie.

Le gouvernement tient tout de même à préciser, comme il a été dit lors de la discussion, que Madagascar est un État de droit et que le gouvernement garantit la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice.

Aussi, nous tenons à attirer l'attention de la commission concernant le deuxième point des conclusions de la commission que le gouvernement a déjà organisé des élections pour la représentativité des syndicats en 2018 ainsi qu'en 2022. Un rapport relatant de ces progrès sera fourni à la commission d'ici septembre 2023.

Ensuite, nous tenons à affirmer durant cette réunion de la commission que des avancées peuvent être notées concernant le droit des travailleurs maritimes puisque Madagascar vient de ratifier la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006) et que, en ce moment, un projet de loi portant code maritime est en gestation.

La refonte du Code du travail est dans sa phase de finalisation et est en lecture au niveau du gouvernement, avec la collaboration et la consultation des partenaires sociaux.

Enfin, le gouvernement malgache prie la commission de noter que des efforts supplémentaires seront engagés pour faire appliquer la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et réitère sa demande d'assistance auprès du BIT.